

CRISE SOCIALE AU CHILI

Raul Gonzalez MEYER

*Traduction par
Antoine MASQUELIN*

*Sous la direction de
Denis STOKKINK*

NOTES D'ANALYSE | JUIN 20

Économie sociale



COMPRENDRE POUR AGIR

CRISE SOCIALE AU CHILI
Témoignages par le Professeur Raul Gonzalez Meyer

Raul Gonzalez MEYER

Traduction par Antoine MASQUELIN

Sous la direction de Denis STOKKINK

SOMMAIRE

SOMMAIRE	1
AVANT-PROPOS	2
I. Articles – version française	3
1. Mouvements sociaux et les jeunes diplômés des classes populaires	3
2. Les scènes d’explosion sociale chilienne – scénarios du conflit	5
2. Articles - version espagnole	8
1. El estallido social y la juventud popular instruida	8
2. Estallido social chileno y escenas – escenarios del conflicto	10
EN SAVOIR PLUS	14

AVANT-PROPOS

La Fédération Wallonie-Bruxelles et la Wallonie ont signé, le 31 juillet 1997, un Accord-cadre de coopération bilatérale avec la République du Chili. Cet accord prévoit la tenue périodique d'une Commission mixte chargée d'élaborer des programmes concrets de coopération.

La dernière Commission mixte entre la Fédération Wallonie-Bruxelles de Belgique et la République du Chili s'est tenue à Bruxelles en décembre 2018 et a approuvé le programme de travail pour les années 2019 à 2021. La coopération s'est concentré autour des axes stratégiques suivants :

- Recherche scientifique et innovation technologique.
- Éducation.
- Culture.

C'est dans ce cadre qu'un projet de coopération entre le think & do tank POUR LA SOLIDARITE - PLS et l'Université Academia de Humanismo Christiano s'est développé autour du thème du développement territorial durable.

Afin de créer une base solide de coopération, ce projet consiste en une série d'échanges entre spécialistes du secteur académique et professionnel tant sur le plan théorique que pratique, avec pour objectif « les localités durables » ce qui inclut des composants spécifiques et centraux comme les notions d'économie circulaire, d'énergies renouvelables et autosuffisantes, de développements communautaires, d'économie sociale et solidaire, de coopération, de transition économique.

Le projet permet d'échanger sur les pratiques des deux pays et même plus largement de régions, POUR LA SOLIDARITE - PLS ayant une expertise européenne et l'Université de l'Academia de Humanismo Christiano travaillant avec d'autres pays d'Amérique latine, dont la Colombie. Il devrait également aboutir à la concrétisation de projets de coopération.

Mais certains événements majeurs sont intervenus.

Le Chili est en ébullition, une large partie de la population manifeste pour dénoncer le système politique en place et pour plus de justice sociale. La population réclame un changement majeur du système hérité de la dictature incarné par la Constitution du pays. La contestation donne lieu à diverses violences mais également à d'intenses échanges pour rêver d'un pays différent.

C'est dans ce contexte que PLS a demandé au Professeur Raul Gonzalez Meyer (Academia de Humanismo Christiano) de nous livrer un témoignage sur l'explosion sociale chilienne au travers de deux articles exclusifs en version française et espagnole.

Solidairement vôtres,

Denis Stokkink, Président
Antoine Masquelin, Consultant

I. ARTICLES – VERSION FRANCAISE

Auteur: Dr Raul Gonzalez Meyer
Director del Instituto de Humanidades - Universidad Academia de Humanismo Cristiano
Av. Condell 343, Providencia, Santiago, Región Metropolitana, Chile

1. MOUVEMENTS SOCIAUX ET LES JEUNES DIPLÔMÉS DES CLASSES POPULAIRES

Les divers acteurs présents et unis dans le mouvement social et son développement à travers le temps sont multiples et feront sûrement l'objet d'une meilleure compréhension à l'avenir. Ici, nous voulons souligner la présence importante d'un large échantillon de jeunes issus de milieux populaires et de jeunes adultes qui ont pris part au développement de l'enseignement supérieur (ES), en particulier universitaire (ESU) et issues d'autres classes sociales que les classes supérieures et moyennes professionnelles.

Au début des années 1970, seuls 5 % des jeunes de 20 à 24 ans entraient à l'université. Et ce, bien que l'expansion du nombre d'étudiants universitaires eût déjà commencé suite aux luttes étudiantes et à la réforme des universités à la fin des années 1960. Jusqu'alors, bien que l'université ait été, depuis les années 1930, un canal pour l'émergence et la consolidation d'une classe moyenne professionnelle, l'enseignement supérieur chilien était réservé à une élite restreinte. Après le coup d'État militaire des années 1970 et 1980, l'expansion susmentionnée qui avait commencé à la fin des années 1960 s'est arrêtée et la population étudiante supérieure a pratiquement stagné. À la fin des années 80, les relations entre les professionnels et les autres caractéristiques du pays ont fortement diminué.

Depuis les années 1990, la population étudiante de l'Enseignement Supérieur a connu une expansion significative. Au sens large, on peut dire que la stagnation des deux décennies précédentes commence à disparaître. On peut parler d'un cycle expansif entre 1990 et 2003. Par rapport à 1973, le nombre d'étudiants de l'enseignement supérieur a quintuplé en 2003. Le taux de scolarisation, qui était inférieur à 10 % en 1965, est passé à 45 % en 2004. Cette proportion n'a cessé d'augmenter au cours des années suivantes. En 1990, seulement 1,7 % de la population âgée de 18 à 24 ans avait accès à l'Enseignement Supérieur Universitaire, ce chiffre passant à 16,1 % en 2010.

Une cause importante de l'expansion du nombre d'étudiants de l'enseignement supérieur dans les années 1990 fut la création de nouvelles universités et d'institutions privées. En 1997, le pays comptait 68 universités, 70 instituts professionnels (IP) et 119 centres de formation technique (CFT). Ce développement a bénéficié du soutien institutionnel de la nouvelle loi sur les universités et l'enseignement supérieur du début des années 1980, qui a permis la création d'universités sans obstacles majeurs¹. En fait, déjà en 2003, 30% des nouveaux professionnels ont obtenu leur diplôme dans ces universités nouvellement créées, et en 2013, ce chiffre est passé à 54%, dépassant les diplômés des universités traditionnelles².

¹ Mais le nombre total d'universités ne s'explique pas seulement par l'émergence de nouvelles universités mais aussi (25) par la fragmentation en universités autonomes des branches régionales des universités nationales traditionnelles (Université du Chili et dans une moindre mesure l'Université catholique). En tout cas, ces universités autonomes n'étaient pas appelées universités privées.

² On pourrait écrire beaucoup de choses sur le caractère même de ces universités privées. Nous nous limiterons ici à souligner qu'elles présentent des caractéristiques différentes même si elles sont régies par des règles similaires. Au départ, on peut en distinguer quatre types : plus entrepreneurial ou proche des besoins de ce type ; plus formant des cadres dirigeants ou une élite pensante de visions libérales ou conservatrices ; lié à des ordres religieux ; plus orienté vers la critique sociale de la réalité libérale, capitaliste, concurrentielle.

En plus de ces changements quantitatifs, il existe un autre changement, articulé avec les autres, qui donne des clés pour comprendre certaines racines matérielles et subjectives de l'explosion sociale. Dans un premier temps, le développement des années 1990 mentionnée plus haut, répète dans une certaine mesure, la structure sociale d'une université d'élite. C'est-à-dire que, pendant cette période, ceux qui entrent le plus dans l'Enseignement Supérieur Universitaire sont les étudiants qui se situent dans les catégories de revenus les plus élevés.

Toutefois, la situation évolue progressivement et une inflexion plus nette s'est produite depuis la fin des années 1990. C'est l'entrée dans l'Enseignement Supérieur et l'Enseignement Supérieur Universitaire de nouvelles classes sociales. En 2003, 70 % des personnes entrant en Enseignement Supérieur (bien que beaucoup n'aient pas terminé) représentaient le premier membre de la famille à entrer en Enseignement Supérieur. Nous commençons à passer de la prédominance d'un étudiant universitaire de classe supérieure ou moyenne/supérieure à une autre situation dans laquelle il y a une augmentation absolue et relative des étudiants issus de familles aux revenus beaucoup plus faibles, de zones considérées comme plus populaires et d'un enseignement moyen avec moins de ressources. Les conditions d'entrée moins strictes des universités privées naissantes qui, comme nous l'avons vu, se sont développées, ont joué un rôle clé en ce domaine. Dans une certaine mesure, l'existence de bourses d'études et d'aides universitaires institutionnelles a également joué un rôle important dans l'endettement de nombreuses familles.

Au début des années 2000, la création d'une politique gouvernementale a joué un rôle d'accélérateur dans le processus d'ouverture des universités : le crédit étudiant avec garantie de l'État (CAE) par l'intermédiaire de banques privées. En plus d'être une bonne opportunité pour les institutions bancaires qui ont intégré ce système de crédit, cela signifiait à la fois, une plus grande intégration des étudiants d'origine populaire dans les universités, ainsi que le début d'un cycle d'endettement important pour beaucoup³.

L'un des effets des grandes mobilisations étudiantes de 2011 contre ce qu'ils définissaient comme une "éducation de marché" et dont le CAE était le symbole, a été la baisse du taux d'intérêt du crédit, bien que le mouvement soit sans doute allé beaucoup plus loin. Ce fut accompagné par une augmentation du nombre de nouveaux étudiants qui se mobilisèrent à leur tour lors du mouvement de 2016. Ce qui déboucha sur le début d'une politique d'Enseignement Supérieur Universitaire gratuite qui, dans un premier temps (comme cela a été souligné), couvre, jusqu'à aujourd'hui, les personnes ayant les revenus les plus faibles, accentuant l'entrée déjà considérablement accrue des étudiants d'origine populaire.

Un large contingent d'étudiants, de diplômés, de jeunes travailleurs, de chômeurs qui accompagne le fait qu'un bon nombre d'entre eux étaient déjà des travailleurs à temps partiels pendant leurs études s'est formé au sein des universités et des instituts d'enseignement supérieur et dans la société. C'est-à-dire une couche importante de jeunes aux racines plus populaires que la couche plus élitiste du passé, avec plus d'éducation et de formation et qui ont vécu, pendant ce temps, l'expérience réelle de l'intégration à la société.

L'expansion de la population étudiante universitaire ne présente donc pas une simple caractéristique quantitative, mais plutôt un changement significatif de la structure sociale ; une forme que le processus de modernisation a prise et qui modifie qualitativement la société. Des jeunes de conditions sociales différentes, qui traitent les structures et les relations sociales à partir de ces nouvelles données.

À cet égard, ce n'est pas seulement le fait que beaucoup de ces étudiants n'aient pas réussi à terminer leurs études ou qu'ils se soient endettés (avant l'opération gratuite) qui est important. Pour beaucoup la majorité d'entre eux, la société dans laquelle ils vivent n'a pas les capacités d'intégration, d'aide ou de complément à l'éducation/formation supérieure qui soient à la hauteur de l'effort derrière les études réalisées ou en cours.

³ Je n'intégrerai pas dans cette analyse d'autres aspects qui accompagnent celui de l'endettement, comme ceux de la désertion, ou de la qualité hétérogène des universités et des différents niveaux de ressources que celles-ci gèrent.

La société reste dans les normes de ségrégation, de discrimination et de pouvoirs fermés qui limitent, qui mettent des barrières, à l'accueil de ces nouveaux groupes. Les réseaux, les relations présentent des frontières et établissent des limites, en fonction des revenus, des espaces, des noms, des familles.

Ainsi, la démocratisation partielle et potentielle de l'Enseignement Supérieur peuplée de personnes, de territoires, de familles, d'origines plus populaires se heurte à un système socio-économique et culturel qui reproduit les inégalités structurelles et n'accepte pas de nouveaux groupes constitués à partir de l'amélioration des systèmes éducatifs. Cette expérience de l'écart entre la réalité et le désir ; cette prise de conscience de la limite de la reconnaissance sociale, cette invitation permanente à la soumission aux plus puissants, explique, également dans ce groupe plus éduqué, l'identification à la "*danse des laissés-pour-compte*"⁴. À cela s'ajoute une structure de production et d'emploi extrêmement peu diversifiée qui depuis des décennies génère des emplois précaires à bas salaires.

Des jeunes (et des familles) pensaient peut-être toucher le ciel avec plus d'éducation ; mais ils ont réalisé que le ciel était au niveau de leur propre tête et que plutôt que de vivre dans une société du mérite, ils se retrouvent dans une autre d'inégalité. Faire face à cette inégalité n'est pas une question de compétences individuelles sur le marché ou d'adaptation aux pouvoirs en place, mais d'une lutte un peu plus collective qui pense et imagine la société à partir d'autres valeurs.

Il me semble que cela a été un "acteur" et un élément clé de l'explosion au Chili et que cela fera partie de l'histoire et de l'issue du futur proche. Bien sûr, ce n'est pas la seule chose. Mais c'est de là que vient une partie de la colère qui s'est accumulée, du mécontentement et du malaise et de la grande méfiance à l'égard des promesses institutionnelles.

2. LES SCÈNES D'EXPLOSION SOCIALE CHILIENNE – SCÉNARIOS DU CONFLIT

Le mouvement social a "unifié" la société chilienne autour de la problématique de la représentation du pays. Que fut le Chili ? Dans un même temps, il l'a unifié en créant une politisation généralisée qui l'a remise radicalement en question. Le Chili dans son ensemble s'est "articulé" à travers une dynamique du conflit social qui s'exprime dans les rues et autres espaces. Le "Chili s'est réveillé", avec des intensités et des protagonistes différents, dans l'ensemble du pays. D'où les affirmations largement entendues ou écrites selon lesquelles "le pays a changé" ou "rien ne peut plus être pareil".

L'explosion sociale qui a également recueilli et activé des souvenirs et des héritages historiques (elle n'est pas seulement l'émanation du présent) s'est exprimée dans le temps et l'espace et se développe de manière dynamique et changeante, donnant naissance à de nouvelles situations comme une route dense et sinueuse. Il s'agit d'un processus inachevé, qui pourrait bien marquer le début d'une nouvelle ère. Quels aspects de l'"ancienne" société (avant le 18 octobre) vont réellement disparaître ou commencer à disparaître ; quels aspects de la "nouvelle" société vont réellement naître ou commencer à naître ? Nous n'en sommes pas sûrs. Cela se joue en partie dans ce qui se passe (ou ne se passe pas) ces derniers mois au travers de l'actualité.

Cette réalité et cette conscience d'un pays "uni dans l'inégalité" et ce processus de lutte pour l'inverser, tel qu'il se déroule en jours, semaines et mois, ont construit des scènes/scénarios différenciés, constitutifs du conflit au niveau national avec leurs contours et caractéristiques. Scènes/scénarios qui, faisant partie d'une totalité conflictuelle, constituent en même temps des réalités qui ont des porosités et des frontières perméables entre elles présentent des contours qui les identifient et expriment des diversités, parfois synergiques, parfois fortement contradictoires, du processus social total.

⁴ Chanson de la fin des années 80 par le groupe musical "Los prisioneros" qui faisait référence à la jeunesse populaire de ces années-là mais qui n'avait pas encore de lien majeur avec l'ES.

En premier lieu, **la scène de rue**, typique de certains espaces, en particulier la Plaza Italia, rebaptisée - en raison de la créativité des nouveaux langages d'appréciation qui y sont nés - Plaza Dignidad. Là, le "social" s'exprime fortement dans ses versions les plus violentes ou modérées, qui s'identifient à l'anti-institutionnel ; où l'expression est radicale, où rien ne change si tout ne change pas ; où s'exprime un slogan épique de la lutte "jusqu'à la victoire" ; "jusqu'à ce que la dignité devienne une habitude" ; où il alimente le combat. Avec différentes magnitudes de présence - massivité ou groupes plus limités - mais qui seront là tous les jours et affronteront les forces de police.

Prédominance des jeunes en rébellion contre le système : "la première ligne". Où les conversations, les logiques, ont à voir avec la solidarité dans la lutte, avec l'autodéfense, avec la dénonciation de la répression ; où l'effort, la persistance et le risque, n'ont de sens que si un nouvel ordre social est conquis maintenant, défini plus à partir des valeurs que de sa forme. Tout cela se nuance chaque jour : le niveau de la confrontation, ce qui est détruit. Où il y a aussi des escarmouches et des discussions sur ce qui est fait. Où aussi la manifestation sociale se mêle à des groupes qui introduisent de nouvelles perspectives comme les "thèses féministes" ; ou à des journées plus douces qui permettent la présence d'autres personnes, de "troisième ou quatrième ligne" comme celles qui battent des casseroles et celles qui assistent en famille (réveillon du Nouvel An).

Une deuxième scène est celle de **l'institution parlementaire**, exécutive, également sous tensions, avec des alliances en cours de formation ou de démantèlement. C'est là que se situe la recherche d'une cause institutionnelle pour l'explosion en cours, dans laquelle certains de ses acteurs cherchent soit à se rapprocher le plus possible des sentiments ou des approches qui proviennent des diverses expressions sociales (et de la rue) afin d'avoir une légitimité, soit, au contraire, échapper à ces manifestations sociales, à les délimiter, parfois à les délégitimer, en tant que manifestations irrationnelles et violentes. Dans cette approche, il y a la crainte de l'extinction ou de l'affaiblissement par l'institution présentée comme "le grand capital du Chili", ainsi soulignée à maintes reprises par les élites les plus libérales-conservatrices, par rapport au "quartier latino-américain" toujours instable, regardé avec mépris même avant les évènements.

Cette scène et ce cadre institutionnel souffrent du discrédit accumulé au fil des ans qui sont considérés comme coupables et en aucun cas comme des rédempteurs potentiels et cherchent à se définir comme un espace légitime à travers lequel les grandes décisions doivent être prises pour gérer et fournir une issue au conflit installé en se targuant, d'"avoir écouté le peuple". Comme s'ils étaient à la recherche de reconnaissance pour se faire accepter. Mis à part ceux qui insistent sur le fait que cela vient de forces extérieures planifiées. Que ce soit un cas ou l'autre, il s'agit d'une société entrée en état de révolte et radicalement suspectée de toute institutionnalisation.

Une troisième scène/scenario est une **expression sociale diversifiée de la tradition**. Elle regroupe/articule des entités représentatives du monde social et du travail et se propose de construire et cherche à "incarner" une représentation des revendications sociales qui s'expriment dans le mouvement émergent : santé, retraites, salaires, éducation, constitution... Elle cherche à incarner une synthèse organico-programmatique qui s'exprime sous forme de nom et d'idée dans "l'Unité sociale".

Ce concept regroupe les traditions les plus organisées du social, mais aussi ses faiblesses expressives et son éloignement des formes de manifestation les plus spontanées des réseaux sociaux, de la colère, des actions qui, dans leur déroulement, en créent d'autres et de la suspicion à ce qui est organisé, planifié et rationalisé depuis longtemps. Une unité sociale qui cherche à exprimer le social, mais qui est considérée en partie comme une autre expression de l'institutionnel. Cette unité sociale met l'accent sur la pétition, le programme, la synthèse et la représentation organique de la diversité et de l'hétérogénéité. Et en cela, bien sûr, constitue sa force, mais aussi ses tensions.

Une quatrième scène / scénario est un espace où se tiennent des réunions de discussion qui se déroulent dans des territoires et des quartiers. Ce sont des **scènes locales** sous le nom de "cabildos", assemblées, conversations, auto-convocations. Là, où les "voisins" (signifiant valorisé) se dirigent vers une autonomisation du processus en cours par la conversation, la discussion, avec un invité sur certaines questions. En arrière-plan : se demander, donner son avis, sur quel nouvel ordre social, économique et éthique créer et, le plus difficile, comment s'y prendre pour s'en rapprocher.

Là, ils ont commencé à parler de la Nouvelle Constitution, comme d'un objet qui peut être appréhendé et dans lequel ils peuvent être actifs ; dans lequel ils s'interrogent sur son contenu possible et sa signification pour la société. Également sur la question de savoir si, à partir de là, il est possible de donner naissance au système socio-économique souhaité, en ne sous-estimant pas les difficultés de toute transition et ceux qui pourront s'y opposer. Comme dans les manifestations sociales les plus massives, il y a convergence de différentes générations qui partagent et construisent, à partir d'un quartier, un territoire sociopolitique.

Enfin, on pourrait distinguer, en pénétrant les maisons et les appartements, une scène/scenario qui se présente comme une "action passive, ", mais qui constitue des processus implorifs dans lesquels les gens s'inscrivent et sont marqués par ce qui se passe dans la ville. Ils ne sont pas dans le concret. La qualité du spectateur domine ; mais du spectateur émotionnellement impliqué ; préoccupé par le cours des choses. Jusqu'à présent avec sympathie parce que quelque chose d'important se passe dans la société parce que les cris contre les abus, les inégalités, le manque d'opportunités, paraissent justes et correspondent à la réalité. Mais dans lequel on ressent aussi les difficultés du moment conflictuel, la peur de sa prolongation, la peur de la crise.

Dans ce dernier scénario/scène, mais aussi en rupture avec ce qui a été souligné, notamment dans les secteurs des zones les plus riches des villes, naît une lecture conservatrice qui converge vers la nécessité d'une répression plus forte et plus définitive face à la révolte et au "désordre" social. Là, dans l'ombre, mais de plus en plus présent et visible, émerge le désir d'application de la force, basé sur la peur du "peuple", du soulèvement plébéien ou, finalement, de la simple délinquance.

Ces scènes ne sont pas complètement isolées les unes des autres. Sur le plan de l'unité sociale, il y a des membres de partis politiques qui sont en contact avec les parlementaires et peuvent faire des demandes au système politique (exécutif). Dans le milieu du lobbying, il peut y avoir des sujets qui sont en première ligne de la lutte de rue. Dans la scène passive-active, il peut y avoir des gens qui participent aux manifestations les plus pacifiques. Ces médias conservateurs ont également des représentants politiques qui les incarnent ou leur offrent même une lecture de la réalité.

En d'autres termes, il existe des ponts et des passerelles qui, selon les cas, peuvent également prendre la forme de tensions. Plus les expressions de rue regardent avec suspicion ou indifférence les formes sociales plus institutionnelle ; plus les expressions institutionnelles cherchent à "apprivoiser" les expressions plus radicales. Les scénarios de lobbying exigent généralement un processus plus discuté et moins violent, mais partagent en même temps la suspicion et la distance par rapport à l'institution. Mais des porosités synergiques (positives) peuvent également être trouvées entre ces différentes scènes/scénarios.

Enfin, il est important de noter que ces scènes/fragments, comme je l'ai souligné, trouvent leur articulation profonde et souterraine en raison de la crise profonde de dissociation entre les sphères sociales, la politique institutionnalisée et, plus largement, "le pouvoir des élites". On suppose que cela permettra de trouver une solution dans la voie tracée par le plébiscite sur une nouvelle constitution et la formation d'une assemblée constituante pour celle-ci. Mais il en sera ainsi, si une partie de la société n'y voit pas un moyen de reproduire cette brèche, comme un artifice dans les hauteurs qui la reproduit et la prolonge. Cela suppose, à la fois, de nouvelles formes de construction de l'ordre politique et l'efficacité de celui-ci à produire d'importantes transformations socio-économiques.

2. ARTICLES - VERSION ESPAGNOLE

Auteur: Dr Raul Gonzalez Meyer

*Director del Instituto de Humanidades - Universidad Academia de Humanismo Cristiano
Av. Condell 343, Providencia, Santiago, Región Metropolitana, Chile*

1. EL ESTALLIDO SOCIAL Y LA JUVENTUD POPULAR INSTRUIDA

Los sujetos presentes y entremezclados y juntados en el estallido social y su despliegue en el tiempo son varios y seguramente serán materia de mayor precisión en el tiempo. Aquí queremos remarcar la presencia importante de una amplia juventud popular y de jóvenes adultos que han sido parte de la expansión de la educación superior (ES), particularmente universitaria (ESU) y que provienen de familias distintas de la clase alta y la clase media profesional.

Idea 1:

A principios de los años 70, solo un 5% de los jóvenes entre 20 y 24 años ingresaba a las universidades de la época. Ello, a pesar de que ya se había comenzado a producir una expansión de los estudiantes universitarios luego de las luchas estudiantiles y la reforma universitaria de fines de los años 60. Hasta ahí, si bien la universidad desde los años 30 del siglo XX había sido canal de emergencia y consolidación de una clase media profesional, la educación superior chilena había sido para una angosta elite. Luego del golpe militar, en los años 70 y 80, se paraliza la señalada expansión comenzada a fines de los 60 y la población estudiantil superior prácticamente se estancó. A fines de los 80, la relación entre profesionales y otras características del país llega a ser muy baja.

Desde los años 90 se comienza a producir una expansión importante de la población estudiantil de (ES). Desde una mirada larga, se puede decir que se comienza a recuperar el trecho del estancamiento de las dos décadas anteriores. Podemos hablar de un ciclo expansivo entre 1990 y el 2003. En relación a 1973, ese año 2003 se había quintuplicado el volumen de estudiantes de ES. La tasa de escolarización que era menos del 10% en 1965, paso a ser un 45% el 2004. Ello continua en los años siguientes de manera aumentada y, así, mientras en 1990 solo un 1,7% de población entre 18-24 años accedía a la Educación Superior Universitaria (ESU), ello pasó al 16,1% el 2010.

Un medio importante para esta expansión de estudiantes superiores de los años 90 fue la expansión y consolidación de nuevas universidades y otras instituciones privadas. En 1997 había en el país 68 universidades, 70 institutos profesionales (IP) y 119 centros de formación técnica (CFT). Esto tuvo como soporte institucional la nueva ley de Universidades y Educación Superior de principios de los años 80 que permitía crear universidades sin grandes trabas⁵. De hecho, ya en el 2003 en estas nuevas universidades creadas se titulaba el 30% de los nuevos profesionales y el 2013 eso se elevó al 54%, superando a los titulados de las universidades tradicionales⁶.

⁵ Pero el número total de universidades no se explicaba solo por el surgimiento de nuevas sino también (25) por la fragmentación en universidades autónomas de las sedes regionales de las Universidades nacionales tradicionales (Universidad de Chile y en menor medida Universidad Católica). A estas universidades autonomizadas, en todo caso, no se les denominaba universidades privadas.

⁶ Sobre el carácter mismo de estas universidades privadas podría escribirse bastante. Solo nos limitaremos aquí a señalar que tienen características diferentes aun cuando están regidas por normas similares. Inicialmente, se podrían distinguir cuatro tipos: más empresariales o cercanas a las necesidades de ese tipo; más formadoras de cuadros dirigentes o elite pensante de visiones liberales o conservadoras; ligadas a órdenes religiosas; más orientadas a la crítica social de la realidad liberal, capitalista, competitiva.

Pero a esos cambios cuantitativos se agrega otro, articulado con él, que da claves para la comprensión de ciertas raíces materiales y subjetivas del estallido social. En un primer momento, la señalada expansión de los años 90, en cierto grado repite con algún cambio menor la estructura social propia de una universidad elitaria. Es decir, en ese período, los que más entran a la ESU son estudiantes que se ubican en los segmentos de mayores ingresos. Es entre estos donde más se expande la ES.

Sin embargo, ello va cambiando de a poco y se produce una inflexión más clara desde fines de los 90. Se trata del ingreso a la ES y a la ESU de nuevos sectores sociales. En el año 2003, el 70% de los que ingresaban a la ES (aunque muchos no terminaban) representaban a un primer miembro de la historia familiar que ingresaba a la ES. Se empieza a transitar del predominio de un estudiante universitario de clase alta o media/alta a otra situación en que aumentan absoluta y relativamente los estudiantes provenientes de familias con muchos menores ingresos, de zonas consideradas más populares y provenientes de educación media con menos recursos. En ello jugó un rol clave las menores exigencias de entrada por parte de las universidades privadas nacientes y que, como vimos, se habían ido expandiendo. En cierto grado, jugó también un rol la existencia de becas y ayudas institucionales universitarias y, aún más importante, la disposición de muchas familias a endeudarse.

En ese proceso aperturista de las universidades hacia nuevos medios sociales jugó un rol acelerador la creación de una política gubernamental a principios de los 2000: el crédito estudiantil con aval del Estado (CAE) realizado a través de la banca privada. Junto con ser un muy buen y seguro negocio para las instituciones bancarias que entraron en ese sistema crediticio, ello significó tanto una mayor expansión de estudiantes de origen popular en las universidades, así como el comienzo de un camino de ancho endeudamiento para muchos⁷.

Uno de los efectos de grandes movilizaciones estudiantiles del año 2011 contra lo que definieron como una “educación de mercado” y de la cual el CAE era un símbolo, fue la baja de la tasa de interés de ese crédito, aunque sin duda el movimiento iba bastante más lejos que ello. Pero ello siguió aumentando la entrada de nuevos estudiantes a las universidades, lo que tendrá otro hito importante con lo que fue otro resultado de un nuevo momento de movilizaciones estudiantiles (2016): el comienzo de una política de gratuidad de la ESU que en una primera etapa (así fue señalado) abarca, hasta hoy, a quienes están en los seis deciles de menores ingresos, acentuando la entrada ya significativamente aumentada de estudiantes de orígenes populares.

Se ha formado, entonces, dentro de las universidades e institutos de educación superior y **en la sociedad** un amplio contingente de estudiantes, egresados, titulados, trabajadores jóvenes, desempleados - que acompaña el hecho de que una buena cantidad de ellos ya eran trabajadores parciales y esporádicos mientras estudiaban- **una capa significativa de jóvenes de raíces más populares que la capa más elitista del pasado, con mayor instrucción y formación y que ha experimentado en este tiempo la real experiencia de integración y recepción de la sociedad.**

La expansión de la población estudiantil superior no presenta, entonces, una mera característica cuantitativa, sino un cambio significativo en la estructura social; una forma que ha tomado el proceso de modernización y que altera cualitativamente a la sociedad. Nuevos sectores jóvenes, bajo condiciones diferentes y que subjetivizan y procesan las estructuras y relaciones sociales desde esas condiciones nuevas.

Con relación a ello, no se trata solo que muchos de ellos no lograron terminar o que están endeudados (antes de que operase la gratuidad) cuestiones que por supuesto son importantes. Si no, también, que para muchos de ellos, la mayoría, la sociedad en que están viviendo no tiene las capacidades integradoras, auxiliares o complementarias a la mayor educación/formación, que estén a la altura de ese esfuerzo detrás de los estudios realizados o en realización.

⁷ No integrare en este análisis otros aspectos que acompañan al del endeudamiento, como los de deserción, o de calidad heterogénea de las universidades y el distinto nivel de recursos que manejan estas.

La afirmación que hago, es que la sociedad sigue siendo con dosis altas de clasismo, segregación, discriminación y poderes cerrados que limitan, que ponen vallas, a la recepción de estos nuevos grupos configurados. Las redes, las relaciones, presentan fronteras y establecen límites, según ingresos, espacios, apellidos, familias.

Así, la democratización parcial y potencial de una ES más poblada de personas, de territorios, de familias, de orígenes más populares choca con un sistema socio-económico y cultural que reproduce desigualdades estructurales de origen y no acoge nuevos grupos constituidos desde una mayor educación. Esa experimentación de la brecha entre realidad y deseo; esa conciencia del tope al reconocimiento social, esa invitación permanente a la sumisión al más poderoso, explica, también en este grupo más educado la identificación con el “baile de los que sobran”⁸. A ello se agrega una estructura productiva y de trabajos/empleos extremadamente poco diversificada que lleva décadas abusando de los bienes naturales y generando trabajos precarios con salarios bajos.

Jóvenes (y familias) que quizás creyeron que tocaban el cielo con más educación; pero ese cielo se mostró a ras de sus propias cabezas y que más que vivir en una sociedad de los méritos están en otra de la desigualdad. Y quizás experimentando que enfrentar esa desigualdad no es cosa de individuos hábiles en el mercado o de adaptación frente a los poderes cotidianos, sino de una lucha un poco más colectiva que piense e imagine la sociedad desde otros valores.

Me parece que esto ha sido un “actor” y componente clave del estallido en Chile y lo será de la historia y desenlace del futuro próximo. Por supuesto, no es lo único. Pero de allí viene parte de la rabia que estaba acumulada; del descontento y el malestar que se habían incubado. También de la desconfianza alta a las promesas institucionales.

1. ESTALLIDO SOCIAL CHILENO Y ESCENAS/ESCENARIOS DEL CONFLICTO

El estallido social “unificó” la sociedad chilena a través de la pregunta generalizada por la representación del país. ¿Qué era Chile? Al mismo tiempo, la unificó al generar una politización extendida que la puso radicalmente en cuestión. Chile como totalidad se “articuló” a través de la dinámica del conflicto social expresado en las calles y otros espacios. El “Chile Despertó”, desde el lado en que se estuviera cubrió, con distintas intensidades y protagonismos, al país total. De allí las afirmaciones generalizadamente escuchadas o escritas acerca de que “el país cambio” o “ya nada podrá ser igual”.

El estallido social – que también ha recogido y activado memorias y herencias históricas (no es solo emanación de un puro presente) se ha expresado en el tiempo y el espacio y se desenvuelve de manera dinámica, cambiante, dando lugar a nuevas situaciones como un denso camino con curvas. Ha sido un estallido potencialmente instituyente de un nuevo tiempo y es un proceso no culminado. ¿Qué aspectos de la sociedad “antigua” (pre 18 de octubre) efectivamente morirán o comenzarán a morir?; ¿qué aspectos de la sociedad “nueva” efectivamente nacerán o comenzarán a nacer? No se sabe con certeza. En parte, eso se está jugando en lo que ocurra (o no ocurra) en estos meses; en este presente intenso.

Esta realidad y conciencia de país “unido en la desigualdad” y este proceso de lucha por revertirla, en la medida que se despliega en días, semanas y meses, ha construido escenas/escenarios diferenciados, constituyentes del todo nacional y el conflicto; cada una con sus contornos y características. Escenas/escenarios que siendo partes de una totalidad conflictiva, constituyen, a la vez, realidades que, teniendo porosidades y fronteras permeables

⁸ Canción de fines de los años 80 del grupo musical “Los prisioneros” que se refería a la juventud popular de esos años pero que todavía no tenía mayor relación con la ES

entre ellas, presentan contornos que las identifican y que expresan diversidades, a veces sinérgicas, a veces fuertemente contradictorias, del proceso social total.

En primer lugar, **la escena de la calle**, propias de ciertos lugares en especial la Plaza Italia, rebautizada -por la creatividad de nuevos lenguajes de valoración que han nacido- como Plaza Dignidad. Allí se expresa con fuerza “lo social” en sus versiones más violentas o moderadas, que se auto identifica con lo anti-institucional; donde el grito es radical, donde nada cambia si no cambia todo; donde se expresa una compleja épica de la lucha “¡hasta vencer!”, “¡hasta que la dignidad se haga costumbre!”, donde se destruye como forma de marca y como abastecimiento de pertrechos para el combate. Con distintas magnitudes de presencia -masividad o grupos más acotados- pero que diariamente allí estarán y enfrentarán a las fuerzas policiales.

Predominancia de jóvenes rebelados contra el sistema: “la primera línea”. Donde las conversaciones, las lógicas, tienen que ver con la solidaridad en la lucha, con la autodefensa, con la denuncia de la represión; en que el esfuerzo, la persistencia y el riesgo, solo tienen sentido si se conquista un nuevo orden social ¡ya!, definido más desde los valores que desde su forma. Todo esto tiene matices cada día: el nivel de enfrentamiento, qué se destruye. Donde también se producen refriegas y discusiones referidas a lo que se hace. Donde también la manifestación social se entremezcla con grupos que introducen nuevas perspectivas y modalidades como las “tesis feministas”; o con días más suaves que permiten la presencia de otros, de “tercera o cuarta línea” como los que golpean cacerolas y los que asisten en familia (noche de año nuevo).

Una segunda escena es **la institucional parlamentaria, ejecutiva**, también cubierta de tensiones, con alianzas que se constituyen o desarman. Allí esta la búsqueda de un cauce institucional para el estallido, en que algunos de sus actores, algunos ya sea buscan acercarse lo mas posible a los sentires o planteamientos que vienen de las expresiones sociales diversas (y de la calle) para tener legitimidad o, al contrario, buscan eludir esa expresión social extendida, contornearla, a veces deslegitimarla, como dominada por sectores irracionales y violentos. En esta escena, esta el miedo a la extinción o debilitamiento acentuado de lo institucional presentado como “el gran capital de Chile”, así señalado muchas veces por las elites más liberal conservadoras, en comparación al siempre inestable “barrio latinoamericano”, mirado este con desprecio (hasta antes del estallido).

Esta escena y escenario institucional sufre el desprestigio acumulado de años –que son vistos como culpables y en ningún caso como potenciales redentores- y busca reponerse como espacio legítimo por donde deben tomarse las grandes decisiones para gestionar y darle salida al conflicto instalado, aunque después, según su mensaje extendido, de “haber escuchado a la gente”, como nueva carta de presentación ante la sociedad y de la búsqueda de reconocimiento, salvo aquellos que insisten que esto proviene de planificadas fuerzas externas y presenta altos grados de artificialidad. Pero en todos los casos, es un escenario removido bajo el impacto telúrico de una sociedad que entro en estado de revuelta y sospecha radicalmente de toda institucionalidad.

Una tercera escena/escenario es una **expresión social diversa, de tradición y carácter más orgánico**. Agrupa/articula entidades representativas de expresiones del mundo social y laboral y se propone un rol de sujeto orgánico que construye y busca “encarnar” una representación de las demandas sociales que están expresadas en el movimiento emergido: la salud, las pensiones, los salarios, la educación, la constitución... Busca encarnar una síntesis orgánico-programática que se expresa como nombre y como idea en la “Unidad Social”.

Recoge las tradiciones más organizadas de lo social pero también sus debilidades expresivas y su distancia con las formas de manifestación más espontaneas desde las redes sociales, desde la rabia, desde las acciones que en su devenir van creando otras y desde la sospecha a lo organizado, planificado y largamente racionalizado. Unidad Social que busca expresar lo social pero que es mirada en parte de esta como otra expresión de lo institucional. Esa Unidad Social pone énfasis en el petitorio, en el programa, en la síntesis y representación orgánica de lo diverso y heterogéneo. Y en ello, por supuesto, constituye su fuerza, pero también sus tensiones.

Una cuarta escena/escenario son espacios en que ocurren encuentros de discusión y están asentados en territorios y barrios. Son **escenas locales bajo el nombre de cabildos, asambleas, conversatorios, autoconvocados**. Allí, donde “vecinos” (significante valorizado) transitan hacia un empoderamiento del proceso en curso a través de la conversación, discusión, del invitado sobre ciertos temas. En el fondo: preguntarse, dar su opinión, sobre qué nuevo orden social, económico y ético crear y, lo más difícil, cómo transitar hacia él.

Allí se comenzó a hablar de la Nueva Constitución, como algo que se puede aprehender y en que se puede estar presente en su generación; en que se interroga sobre sus contenidos posibles y su significado en una sociedad. También sobre si desde ella se puede dar origen a un sistema socio-económico deseado, así como las dificultades de cualquier transición y sobre quienes podrán oponerse a ella. Como en las manifestaciones sociales más masivas, allí confluyen generaciones diferentes que comparten y construyen, sobre la base de una vecindad, un territorio socio-político.

Por último, pudiésemos distinguir, penetrando muros de viviendas y departamentos, una escena/escenario que se presenta como una “pasividad”, “**dentro de las casas**”, pero que constituyen procesos imposibles en que las personas registran y están emocionalmente marcadas por lo que ocurre en la ciudad. No están en nada concreto. Domina la calidad de espectador; pero de espectador implicado emocionalmente; preocupado del curso de las cosas. Hasta ahora con una importante simpatía porque pase algo importante en la sociedad pues los gritos contra los abusos, las desigualdades, las faltas de oportunidades, se siente justos y correspondientes con la realidad. Pero en que también se resienten las dificultades del momento conflictivo, el temor a su prolongación, el miedo a la crisis.

Una parte de esta última escena/escenario, pero también en fractura con lo señalado, particularmente en sectores de las zonas más ricas de las ciudades, nace una lectura conservadora que converge hacia la necesidad de una represión más fuerte y definitiva frente a la revuelta y “desorden” social. Allí, un poco desde las sombras, pero cada vez más presente y visible, emerge el deseo de la aplicación de la fuerza, fundadas en el miedo a “la poblada” y en que todo toma la forma de barbarie y alzamiento plebeyo o, finalmente, de mera delincuencia.

Estas escenas no son completamente aisladas unas de otras. En la escena de la Unidad Social hay miembros de partidos políticos que se conectan con la escena parlamentaria y pueden hacer llegar demandas al sistema político (ejecutivo). En la escena de cabildos pueden estar presentes sujetos que son de la primera línea de lucha callejera. En la escena de los pasivos-activos puede haber personas que participan de las manifestaciones más pacíficas. Esos medios conservadores también tienen algunos exponentes políticos que los encarnan o, aun, les ofrecen una lectura de la realidad.

Es decir, hay puentes y pasarelas que también según sea el caso, pueden tomar la forma de tensiones. Las expresiones más de calle miran con recelo o indiferencia las formas sociales más institucionales de organizar y expresar el conflicto; expresiones más institucionales buscan “domar” expresiones más radicales de expresión. Los escenarios de cabildos suelen llamar a un proceso más discutido y menos violento pero a la vez comparte el recelo y distancia de lo institucional. Pero también pueden encontrarse porosidades sinérgicas (positivas) entre estas diferentes escenas/escenarios.

Finalmente, es importante hacer notar, que estas escenas/fragmentos, como he señalado, encuentran su articulación subterránea y profunda en que expresan los tránsitos ya paralelos o ya convergentes de la sociedad por la crisis profunda de disociación entre las esferas sociales, la política institucionalizada y, más ampliamente, “el poder de las elites”.

Se supone que ello encontrará una vía de solución en el camino trazado del plebiscito sobre una nueva constitución y la formación de una asamblea constituyente para ello.

Pero esto será así, si ello no es sentido por una parte de la sociedad como una forma de reproducir esa brecha, como un artificio en las alturas que la reproduce y la prolonga.

Ello supone, a la vez, nuevas formas de construcción del orden político y la eficacia de este para producir transformaciones socio-económicas de importancia.

EN SAVOIR PLUS

CETRI – CENTRE TRICONTINENTAL

- Abraham Franssen, « Chili : l'insurrection venue », sur <https://www.cetri.be/Chili-l-insurrection-venue> , consulté le 09/04/2020
- Franck Gaudichaud, « Observemos Chile para entender en qué clase de mundo quieren que vivamos », sur <https://www.cetri.be/Observemos-Chile-para-entender-en> , consulté le 09/04/2020

CNCD – 11.11.11

- Stéphane Compère, « Chili, un ticket vers la dignité », sur <https://www.cncd.be/Chili-un-ticket-pour-la-dignite> , consulté le 09/04/2020

IRIS - INSTITUT DE RELATIONS INTERNATIONALES ET STRATEGIQUES

- Carlos Ominami, « Chili : où va le mouvement populaire en 2020 ? », sur <https://www.iris-france.org/143451-chili-ou-va-le-mouvement-populaire-en-2020/> , consulté le 09/04/2020
- Jean-Jacques Kourliandsky, « Manifestations chiliennes : un nouveau pays latino-américain en crise ? », sur <https://www.iris-france.org/141215-manifestations-chiliennes-un-nouveau-pays-latino-americaen-en-crise/> , consulté le 09/04/2020

*Cette publication électronique peut à tout moment être améliorée
par vos remarques et suggestions. N'hésitez pas à nous contacter pour nous en faire part.*

POUR LA SOLIDARITÉ - PLS

Fondé par l'économiste belge Denis Stokkink en 2002, POUR LA SOLIDARITÉ - PLS est un European think & do tank indépendant engagé en faveur d'une Europe solidaire et durable.

POUR LA SOLIDARITÉ se mobilise pour défendre et consolider le modèle social européen, subtil équilibre entre développement économique et justice sociale. Son équipe multiculturelle et pluridisciplinaire œuvre dans l'espace public aux côtés des entreprises, des pouvoirs publics et des organisations de la société civile avec comme devise : Comprendre pour Agir.

ACTIVITÉS

POUR LA SOLIDARITÉ – PLS met ses compétences en recherche, conseil, coordination de projets européens et organisation d'événements au service de tous les acteurs socioéconomiques.

Le laboratoire d'idées et d'actions **POUR LA SOLIDARITÉ – PLS**

1

Mène des travaux de recherche et d'analyse de haute qualité pour sensibiliser sur les enjeux sociétaux et offrir de nouvelles perspectives de réflexion. Les publications POUR LA SOLIDARITÉ regroupées en sein de trois collections « Cahiers », « Notes d'Analyse », « Études & Dossiers » sont consultables sur www.pourlasolidarite.eu et disponibles en version papier.

2

Conseille, forme et accompagne sur les enjeux européens en matière de lobbying et de financements.

3

Conçoit et réalise des projets transnationaux en coopération avec l'ensemble de ses partenaires européens.

4

Organise des conférences qui rassemblent dirigeant/e/s, expert/e/s européen/ne/s, acteurs de terrain et offrent un lieu de débat convivial sur l'avenir de l'Europe solidaire et durable.

THÉMATIQUES

POUR LA SOLIDARITÉ – PLS inscrit ses activités au cœur de cinq axes thématiques :



OBSERVATOIRES EUROPÉENS

POUR LA SOLIDARITÉ – PLS réalise une veille européenne thématique et recense de multiples ressources documentaires (textes officiels, bonnes pratiques, acteurs et actualités) consultables via ses quatre observatoires européens :

- www.ess-europe.eu
- www.diversite-europe.eu
- www.transition-europe.eu
- www.participation-citoyenne.eu

COLLECTIONS POUR LA SOLIDARITÉ - PLS

Sous la direction de Denis Stokkink

NOTES D'ANALYSE - *Éclairages sur des enjeux d'actualité*

- *Policy paper green deal et économie sociale: Enjeux et perspectives*, Théo BURATTI, Tatyana WARNIER
- *Les données personnelles : le nouvel or noir aux multiples enjeux*, Clara SERVEL et Alexis WILLEMOT, janvier 2020.
- *L'inclusion des « Roms » dans l'UE : 2 Notes d'analyse*, Safia FALEK, août 2019.
- *Le développement durable dans l'agenda politique européen*, Camille JOSEPH, juillet 2019.
- *Mobilité durable : 3 Notes d'analyse*, Marion PIGNEL, juillet 2019.
- *La relation Union européenne – Chine : De la naïveté au réalisme*, Alexis WILLEMOT, juillet 2019.
- *Réfugié.e.s LGBTQI+ : les enjeux de la protection internationale*, Safia FALEK, juin 2019.
- *Politique migratoire européenne : de l'asile à l'expulsion ?* Anaïs LUNEAU, juin 2019.
- *La technologie blockchain : une opportunité pour l'économie sociale ?* Marion PIGNEL, juin 2019.
- *Le rôle du Parlement européen dans la conduite des relations extérieures*, Safia FALEK, mai 2019.
- *Du Plan Juncker à InvestEU : les enjeux pour l'économie sociale*, Hadrien BARANGER, mai 2019.
- *L'UE et ses valeurs : mariage de convenance ou divorce en perspective ?* Lorelei DEBAISIEUX, mai 2019.
- *Un programme mondial pour le développement durable*, Camille JOSEPH, mai 2019.
- *Déficit démocratique : un défi pour l'Europe !* Anaïs LUNEAU, avril 2019.
- *L'Europe sociale : un enjeu de responsabilité collective !* Anaïs LUNEAU, février 2019.

CAHIERS - *Résultats de recherches comparatives européennes*

- *Vers une économie circulaire en Europe*. Anna-Lena REBAUD, septembre 2017.
- *Face aux nouvelles formes d'emploi, quelles réponses au plan européen ?* PLS & SMart, n°36, juin 2017.
- *Économie sociale, secteur culturel et créatif : vers une nouvelle forme d'entrepreneuriat social en France*. PLS & SMart, n°35, mai 2015.
- *Économie sociale, secteur culturel et créatif : vers une nouvelle forme d'entrepreneuriat social en Wallonie*. PLS & SMart, n°34, mai 2015.
- *Le budget participatif : un outil de citoyenneté active au service des communes*. Céline Brandeleer, n°33, octobre 2014.
- *La Transition : un enjeu économique et social pour la Wallonie*. Sanjin Plakalo, n°32, mars 2013.

ÉTUDES & DOSSIERS - *Analyses et réflexions sur des sujets innovants*

- *Économie circulaire et ressources humaines: Une étonnante corrélation*, Mathilde MOSSE, décembre 2019.
- *Les travailleurs autonomes en Europe : action collective et représentation d'intérêts*, Pascale CHARHON, juin 2019.
- *Enseignement et formation professionnelle en alternance : Vers une filière d'excellence*, Marie SCHULLER, décembre 2018.
- *Politiques de prévention à Bruxelles : Historique et besoins en formation*, Marie SCHULLER, septembre 2018.
- *Les Régions ultrapériphériques : défis et perspectives*, Paul HAMMOUD, Antoine MASQUELIN, Tristan THOMAS, février 2018.
- *Finance et bien-être, une réflexion participative*. Marie Leprêtre, décembre 2016.

Toutes les publications **POUR LA SOLIDARITÉ - PLS** sur www.pourlasolidarite.eu

Économie sociale

L'économie sociale, qui replace l'humain au centre de l'économie et repose sur une gouvernance démocratique, est une voie porteuse de développement économique, d'harmonie sociétale et environnementale des territoires. Une voie susceptible de faire face aux crises économiques, écologiques et sociales auxquelles est confrontée la société actuelle. POUR LA SOLIDARITÉ – PLS, investi dans la promotion des entreprises d'économie sociale en Europe, poursuit inlassablement son travail de pionnier en défrichant de nouvelles trajectoires. C'est dans ce cadre que s'inscrit la désignation de PLS, rapporteur général du Groupe d'experts de la Commission européenne sur l'Entrepreneuriat social (GECES).

Collection « Notes d'analyse » dirigée par Denis Stokkink

www.pourlasolidarite.eu

Avec le soutien de

